



LA FEDERATION COMMUNIQUE

LOI IMMIGRATION

RÉAGIR ET UNIR

« Le ventre est encore fécond... » Cette dénonciation de Brecht, vieille de plus de quatre-vingt ans, reste toujours d'actualité, en France, à travers l'Europe et le monde.

Non content de faire le lit de l'extrême droite en semant reculs sociaux et misère, le gouvernement Macron est passé de l'autre côté du cheval avec le vote de la loi immigration soutenue par le Rassemblement National. Macron manœuvre en politicien aux ordres et tourne le dos sciemment à son élection qu'il doit, par deux fois, aux votes exprimant le rejet de l'extrême droite et de ses idées nauséabondes et fascistes.

La « préférence nationale », fil rouge de cette loi infâme, remet en cause le droit du sol, partie intégrante des fondements historiques du droit français, et institutionnalise l'inégalité entre les enfants nés sur le territoire national. Elle leur dénie la qualité de Français. Elle met fin à l'universalité des aides sociales, attise la haine et bafoue la devise de notre pays « Liberté, égalité, fraternité ». Cette « préférence nationale », référence à un droit du sang, est le terreau de tous les racismes et des années les plus sombres de notre histoire en ciblant des boucs émissaires dans une crise qui n'est autre que celle d'un système capitaliste à bout de souffle, en plein pourrissement. Le syndicalisme est concerné par un tel acte anti-social et liberticide.

Le patronat peut être satisfait, lui qui prône, par la voix de Roux de Bézieux, le Rn comme un mal nécessaire, une solution pour imposer un régime de terreur, de répression contre toutes les résistances qui pointent le capitalisme comme la source de l'exploitation des hommes et de la nature. Bolloré est le grand gagnant, en mettant un pied dans la porte avec ses valets politiques de Le Pen à Zemmour. Le but avoué est de réduire à peau de chagrin l'ensemble des droits sociaux des travailleuses et travailleurs, qu'ils soient français ou étrangers, dans sa quête de toujours plus de profits par leur exploitation toujours plus féroce. N'est-ce pas le patronat agricole qui faisait des pieds et des mains, tapait à toutes les portes pour que le gouvernement fasse rentrer des travailleurs étrangers en pleine période du Covid-19 pour travailler dans les champs ? Exigence qu'il continue à clamer, assortie de restrictions en matière de droit social justifiées par une soi-disant pénurie de main d'œuvre. Il les paiera à taux encore réduit. Sa responsabilité dans la traite généralisée d'êtres humains n'est plus à démontrer.

Cette loi a été construite par les pires réactionnaires que notre pays ait connus ces dernières décennies. Ils s'élèvent contre la France des Lumières ouverte à toutes les cultures. Notre pays s'est aussi construit avec cette richesse apportée par ces travailleurs étrangers. Ils ont résisté et se sont battus aux côtés des travailleurs français pour anéantir la bête immonde...

Cette loi exprime ce qu'est le macronisme. Elle est faite de honte, d'infâmie, de reculs réactionnaires et anti-sociaux. Elle ne doit pas être promulguée. Elle doit être combattue. Notre fédération appelle tous nos syndicats à s'y opposer fermement et à construire des actions unitaires pour la combattre.

Montreuil, le 22 décembre 2023